

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Séance du 8 octobre 2020**

**Délibération n° 2020/451**

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR  
L'EXPLOITATION DES LIGNES DE BUS DESSERVANT  
L'AGGLOMERATION DE MELUN VAL-DE-SEINE**

Le Conseil,

- VU** le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ;
- VU** la délibération n°2019/106 du 17 avril 2019 décidant du principe de gestion à un tiers pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'agglomération de Melun Val-de-Seine ;
- VU** les avis d'appel à la concurrence publiés en exécution de cette délibération ;
- VU** les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public en date des 2 septembre 2019, 25 septembre 2019, 17 janvier 2020, et 21 février 2020 ;
- VU** le rapport présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat ;
- VU** le courrier d'envoi aux membres du conseil de l'ensemble des documents afférents à ce dossier ;
- VU** le rapport n 2020/451 ;
- VU** l'avis de la commission économique et tarifaire du 1er octobre 2020.

Après en avoir délibéré,

**ARTICLE 1 :** approuve le choix de l'entreprise TRANSDEV SA, 3, allée de Grenelle - Immeuble Crystal 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation des lignes de bus desservant l'agglomération de Melun Val-de-Seine ;

**ARTICLE 2 :** approuve le contrat de délégation de service public, joint à la présente délibération, ainsi que l'ensemble de ses annexes et autorise le Directeur Général à le signer ;

**ARTICLE 3 :** autorise le Directeur Général à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution du contrat de délégation de service public ;

**ARTICLE 4 :** autorise le Directeur Général à indemniser les candidats évincés dans les termes fixés à l'article 3.6 du Règlement de la consultation, pour un montant de 100 000 euros chacun.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au contrôle de légalité, affichée dans les locaux du siège d'Île-de-France Mobilités et publiée à son recueil des actes administratifs.

La présidente du Conseil  
d'Île-de-France Mobilités



--- Valérie PÉCRESSÉ